



## Déclaration de l'Unsa-Education à la F3SCT du 1<sup>er</sup> avril 2025

**Monsieur le Recteur**

**Mesdames et messieurs les membres de la F3SCT**

Cette instance se réunit pour aborder des sujets importants dont l'amiante, qui est au cœur des préoccupations des personnels que nous représentons : la présence d'amiante sur le lieu d'exercice.

Nous prenons acte positivement de la démarche engagée par le ministère pour établir un diagnostic précis, nous nous prenons acte de, au niveau national, de la prise en compte de certaines de nos revendications, en particulier sur la clarification des missions et des responsabilités du directeur d'école dans le processus de recueil des DTA.

Le diagnostic posé a montré combien il restait de chemin à parcourir. **Un plan d'action, indispensable, n'a de sens que s'il est réalisable et appliqué.** Si cette volonté est réelle, **la médecine de prévention doit être pleinement intégrée aux actions de prévention, et non traitée comme une question distincte.** Dès lors que le plan s'articule autour des actions des **médecins de prévention** et des acteurs de la prévention en général, **se pose la question des moyens alloués et de leur capacité à remplir leurs missions.**

De plus, **il reste à élargir la question du risque amiante** : non seulement pour les établissements scolaires mais aussi pour l'ensemble des structures où nos collègues exercent. **Tous les bâtiments où travaillent les personnels doivent être pris en compte**, y compris le rectorat, les DSDEN, mais aussi les installations sportives, les CIO et les établissements médico-sociaux. **Il faut donc envisager un plan amiante global couvrant l'ensemble de ces lieux.**

Un autre point essentiel doit être rappelé : **l'État a l'obligation d'intervenir lorsque les collectivités compétentes ne sont pas en mesure d'assurer cette mission.** En raison de son obligation de sécurité envers ses personnels, il ne peut se décharger de cette responsabilité. **Nous exigeons donc une vigilance accrue sur ce point.**

Enfin, au-delà de la question essentielle de la prévention et du suivi médical, **il faut également interroger les moyens dédiés aux autres acteurs de la santé et sécurité au travail (SST).**

Pour terminer les travaux de la F3SCT académique montrent que toutes les composantes de cette instance prennent leur part à ce travail indispensable. Les sujets à traiter sont très nombreux. Ceux engagés sont en prise directe avec les préoccupations des agents :

Le travail engagé sur les agressions dans le 1<sup>er</sup> degré est une première réponse aux difficultés que rencontrent nos collègues dans les écoles. Cette réponse ne résoudra pas tous les problèmes. Il faudra poursuivre ce travail, mais également impliquer davantage les IEN dans le soutien et l'apport de réponses aux agents. Il faudra également mettre en œuvre l'accord entre le ministère de l'Education nationale et celui de la santé pour l'augmentation des places dans les établissements médico-sociaux. Une partie importante des RSST sur ce sujet émane des AESH. On voit ici la limite de la réponse institutionnelle du « tout accompagnement » : Il faut des AESH mais il faut également de la formation et des structures adaptées.



Les AESH sont des personnels indispensables mais nous devons les accompagner au mieux. C'est le sens du travail de la F3SCT. Il faut le mener à terme sans précipitation et en étant le plus efficace possible afin que les AESH soient le mieux intégrées dans les équipes sur le terrain.

Les représentants de l'Unsa-Education à la F3SCT

Jean-François ROLAND

Magali JOUSSEAUME MONTEL

Richard GAZAUD

Corinne CHAMAND-BRENCKLE

Nicolas LAURENT

Cécilia CHARBONNEAU

